

ALGÉRIE, HISTOIRE À NE PAS DIRE

Jean-Pierre Lledo répond à Benchicou

N'ayant à prouver ni ma culture antiraciste, ni mon engagement anticolonialiste, n'ayant jamais écrit sous la dictée de quiconque, encore moins de services de sécurité, n'ayant aucun pot-de-vin de Khalifa à me reprocher, vivant plus que modestement, en somme n'ayant je pense à peu près rien de très grave à me reprocher ou à dissimuler, je n'aurai guère besoin d'entonner l'hymne national avec le couplet manquant...

Encore moins apte à rivaliser avec la grandiloquence ampoulée dont a le secret mon insulteur en manque ou en mission commandée, je ferai donc simple. Juste pour que vos lecteurs sachent qu'ils sont victimes de désinformation délibérée. (Qu'il se rassure, je n'ai pas de temps à perdre pour exiger qu'il réponde de ses diffamations.)

1 - Mes personnages ont participé au tournage de ce film, sans la moindre contrainte. Conformément à l'éthique dont je me réclame, ils n'ont pas non plus été payés. Un personnage du film a effectivement demandé à ne pas figurer dans le film, mais absolument pas pour les raisons invoquées, preuve par un mail reçu. Ceci a permis au film d'être écourté de 20 minutes et non d'une heure comme il est dit, réduction qui facilite l'exploitation du film, désormais d'une durée de 2h40. Les autres personnages principaux ont tous vu le film. Ayant considéré que j'avais respecté leurs problématiques et leurs propos, ils ont tous courageusement assumé leur présence, tenant ainsi à respecter ma liberté d'auteur à remettre en cause les vérités les mieux établies, posture qui normalement devrait caractériser tout intellectuel digne de ce nom.

2 - La phrase citée de mon synopsis, a été tronquée. On me fait dire : «(...) les relations intercommunautaires n'ont-elles pas été aussi attraction, respect, reconnaissance et souvenirs heureux ?» Or, à la place des trois points de suspension, il y avait 3 mots : «Méfiance, peur et malheur, les relations, etc.»

3 - Bien que mes derniers films évoquent la période coloniale, ils ne sont pas des films d'historien ayant pour sujet explicite la colonisation. Ni



Jean-Pierre Lledo en tournage.

avec Henri Alleg, ni avec Lisette Vincent, militants de la cause anticoloniale, je n'ai tenté un discours généralisant sur «les colons et les colonisés». Cela n'est pas mon style. Mes films s'intéressent à des destins, pas à des concepts.

4 - Je ne renvoie personne dos à dos. Je dis au contraire dans mon film que «si il est normal qu'une armée coloniale tue au faciès, puisqu'elle fonctionne au racisme — ce sont tous des Arabes — cela n'est pas concevable d'une armée de libération». J'ai en effet encore l'idéalisme de penser qu'on peut se dresser contre l'injustice, sans reprendre la pensée haineuse de l'adversaire, ni ses méthodes. Et effectivement, je n'arriverai jamais à considérer qu'il soit particulièrement glorieux ou «révolutionnaire» d'égorger en quelques heures, des centaines de femmes, d'enfants, et de vieillards. Et ce, qu'ils aient été coupables de ne pas être musulmans, comme ces familles de mineurs d'El Alia, ou ces simples citoyens d'Alger, ou d'Oran. Ou comme à Melouza, de rester fidèle à Messali Hadj, père du nationalisme depuis les années 1930 : action qui, comme on le sait, fut dirigée par cet officier res-

pensible de l'ALN, Mohammedi Saïd, qui commença sa carrière militaire dans l'armée allemande hitlérienne, et qui la finit dans les rangs du FIS dont il fut un député, en ayant été au passage un des principaux responsables de l'Etat indépendant. Ou comme au moment de l'indépendance, d'avoir eu un père ou un frère enrôlés dans les forces harkies.

Ceci dit, même si les grandes causes, chez nous comme ailleurs, ont eu leurs salauds — car il faudrait que l'on s'habitue à l'idée que notre pays est un pays comme les autres ! — on ne trouvera jamais chez moi la formule globalisante «les tueurs de l'ALN et du FLN», comme les tendancieux guillemets le suggèrent.

5 - Je pense effectivement, qu'au mouvement national se posaient, non pas 1 problème comme on le dit habituellement : mettre fin au système colonial inique, mais un 2^e problème : prendre en charge la nouvelle réalité humaine de l'Algérie, dont 1/10^e (un million de personnes quand même !) était composé de minorités juive et chrétienne parlant pour l'essentiel le français. Et je suis bien forcé de constater que sur

ce second aspect, le résultat a été «un échec» ! Echec partagé bien sûr, mais où le mouvement nationaliste a aussi sa responsabilité.

Examiner la responsabilité du nationalisme, notamment durant la guerre, par rapport au traitement de la question de ces deux minorités, est devenu dans le processus même d'un travail qui a duré 2 ans et demi, le véritable sujet de mon film. Un film documentaire n'étant jamais prévisible, sauf dans le cinéma de propagande, il a bien fallu qu'à la fin du tournage je tiennais compte de ce que m'avaient dit, sans se cacher, plusieurs témoins !

Et de ces propos, il en ressortait que les exactions commises contre les civils non-musulmans n'étaient ni des «bavures» ou des «dommages collatéraux», ni même «des actes monstrueux de barbarie», mais des actes qui découlaient précisément de ce que j'appelle «une pensée ethnique».

6 - Tous les nationalismes du monde sont fondés sur des critères ethniques et/ou religieux. Le nationalisme algérien n'y échappe pas (je parle évidemment de la pensée dominante) : «arabo-musulmane avant la colonisation française,

l'Algérie devait le redevenir». Voilà ce que j'explique pourtant clairement dans mon dossier de presse, mais notre maestro ès désinformation, naturellement, s'est bien gardé d'y faire référence.

Comme il s'est bien gardé de reprendre les citations de certains chefs nationalistes qui figurent également dans mon dossier de presse. Par exemple, ceux de Bentobbal lors d'une réunion au Maroc répondant à des militants inquiets des messages positifs du FLN-GPRA en direction des minorités juive et européenne : «Ces textes sont purement tactiques. Il n'est pas question qu'après l'indépendance, des Juifs ou des Européens soient membres d'un gouvernement algérien.» (Archives du FLN par M. Harbi).

Ou ceux de Ben Khedda, qui fut le 2^e président du GPRA : «En refusant notamment la nationalité algérienne automatique pour un million d'Européens, nous avons prévenu le danger d'une Algérie biciphale» (*La fin de la guerre d'Algérie*, Casbah Ed. 1998).

Ou ceux de Réda Malek qui conclut ainsi son récit des négociations des «Accords d'Evian» (Le Seuil, 1990) : «Heureusement, le caractère sacré arabo-musulman de la nation algérienne était sauvegardé.»

Sans parler naturellement du code de la nationalité de 1963, qui stipule que l'on est algérien si l'on a un père et un grand-père nés en Algérie... musulmans. Les non-musulmans considérés donc comme étrangers devant en faire la demande. Beaucoup de ceux qui avaient payé leurs convictions indépendantistes par la torture et la prison, trouvant la démarche humiliante, s'y sont refusés et ont quitté l'Algérie.

Au fait, et si la manière la plus simple d'échapper aux tentations de manquements à la déontologie du journalisme — qui veut que l'on n'attaque jamais l'auteur d'une œuvre censurée — était de remettre toutes les pièces du dossier aux mains du public et permettre ainsi un débat démocratique et serein autour de ce film ? Et si — rêvons un peu — la société civile, se mettait en tête de demander à voir ce film ? En attendant, comme le dit notre fumeur accro, le cauchemar continue !

Jean-Pierre Lledo

Après la repentance des

La sortie controversée du film de J.P. Lledo, *Algérie, histoires à ne pas dire* et la polémique qui s'en est suivie, vient porter sur la place publique un débat autour des préjugés, voire de tabous jusque-là éludés. Cependant, le réalisateur, avec la force de l'image, s'enferme avec son documentaire, dans un rôle singulier, celui d'être à la fois juge et partie.

D'où des prestations qui s'apparentent parfois à des jeux de rôles, où les personnages, notamment dans la partie en rapport avec Skikda, n'auront plus prise sur l'usage qui aura été fait de leurs témoignages ; le montage n'ayant retenu que les passages qui cadrent avec la thèse de J.P. Lledo. Ce qui donne au film une inclinaison qui fait l'impression sur les intentions premières ayant motivé mon implication dans cette œuvre de transgressions, afin d'imposer le débat autour des tabous qui ont toujours plombé les aspects les plus douloureux de la guerre de libération. D'autant que ça rejoignait ma propre quête de vérité sur le martyre de ma famille et de celle par extension de tous les Algériens confrontés à l'épreuve de cette terrible guerre. Au lieu de cela, le film prend le parti de tuer le vrai débat, en cherchant à donner une crédibilité à des idées préconçues.

Pourtant, ce film a le mérite de raviver notre histoire récente, tout en lui faisant prendre des raccourcis, voire un parti pris, qui ne peuvent laisser indifférent, suscitant la présente réaction. Etant à la fois acteur par nécessité et témoin par hasard de cette œuvre de mémoire, il m'a paru opportun d'intervenir afin d'insuffler un vrai débat. Ayant participé en tant que personnage clé — de part ma relation filiale avec des combattants de la guerre de libération et des victimes de la répression, rescapé avec les miens d'un massacre collectif où 23 hommes de ma famille, dont des adolescents d'à peine 14 ans — il était naturel que je sois rattrapé par l'histoire pour congédier l'amnésie qui continue — y compris avec la sortie chahutée du film — à entourer la sanglante guerre d'Algérie. Si j'interviens à ce stade c'est surtout pour pallier les omissions que le montage piloté par J.P. Lledo aura commises. Il n'est point dans mon intention d'interférer sous quelques formes sur le devenir du documentaire qui est le produit exclusif des cogitations personnelles et probablement solitaires du réalisateur. Au même titre que les autres témoins de Skikda, j'ai eu à cœur de contribuer, je dirai même avec beaucoup d'humilité, de militer, pour promouvoir une vision clairvoyante de notre histoire commune.

Ma rencontre avec J.P. Lledo, a été provoquée suite à la sortie du film *Algérie mes fantômes*. Dans lequel, Roger Balestrieri, — aujourd'hui décédé, à qui me liait une amitié forgée durant la guerre et entretenue par-delà les vicissitudes de la paix — à qui J.P. Lledo demandait s'il avait

gardé des relations avec des Algériens. Roger s'en ira spontanément sortir une lettre que je lui avais envoyée, dont il lira un passage. Passage qui sera repris à Béni Mélek, lors du tournage du documentaire dont il est question.

Je suis alors contacté par J.P. Lledo qui me fit part de son souhait de me rencontrer. Profitant d'un tournage sur un voyage de pieds-noirs originaires de l'Oranie, nous nous rencontrons une première fois au CCF d'Oran où a lieu la projection du film *Algérie, mes fantômes*. Je l'accompagne sur le tournage de son reportage et nous faisons plus ample connaissance. C'est durant cette période qu'il me parlera de sa volonté de tourner un autre documentaire sur la guerre d'Algérie, avec une partie qui serait consacrée aux événements du 20 août 1955 à Philippeville, devenue Skikda. Sans hésitation aucune, je lui donne mon accord.

Le réalisateur fait parler ma mémoire et me demande de lui indiquer les personnages qui pourraient être appelés à témoigner. S'en suivra une liste de 20 personnages dont je me rappelle. Une première ébauche de scénario est élaborée à Mostaganem. Les faits qui devaient servir de trame centrale au documentaire concernaient les événements du 20 août 1955 sur Skikda, nos relations avec les colons, la mort suspecte de mon oncle Lyazid et le départ des colons à l'indépendance.

Un témoin encombrant

Les deux personnages principaux qui devaient faire l'objet d'investigations et de témoignages appurent par consensus comme étant Roger Balestrieri et la relation à la famille Mouats de Béni Mélek. L'autre personnage n'est autre que mon oncle maternel Lyazid Mouats, un révolutionnaire de la première heure et dont la mort m'a toujours paru suspecte. Il apparaissait clairement que les événements ayant entraîné les tueries de civils — colons et musulmans —, durant cette période allaient être au cœur du débat. Ensuite il y eut une première prise de contact avec les témoins, que l'assistante de J.P. Lledo mènera en compagnie de Kamel Mouats, un de mes cousins rescapés des massacres de l'époque. Une fois ce travail préliminaire effectué, je me rends à Skikda durant les vacances de printemps de l'année 2006, pour entamer le tournage. Sur place, J.P. Lledo me fit part de la liste définitive des personnages à interviewer et d'une difficulté majeure à faire venir Mahmoud Daïboun, un personnage clé, qui devait parler de la préparation de l'attaque du 20 août et ses retombées sur la vie des maquis. Je projetais également de le questionner sur la mort de mon oncle Lyazid. Connaissant parfaitement le personnage à qui me lie encore une amitié sincère et un respect indéfectible forgé durant la guerre — lui était à l'époque responsable du maquis de la région de Skikda et j'étais jeune écolier chargé du ravitaille-

ment sous la responsabilité de Zeïna Mouats, ma mère qui avait la charge d'approvisionner les maquis. Etant la sœur cadette de Lyazid, elle était naturellement toute désignée pour assurer ce travail de soutien logistique aux maquisards. Nous étions hébergés avec pas moins de 85 femmes et enfants à la ferme des Balestrieri.

Je rassurais de suite J.P. Lledo que je me chargeais de convaincre Mahmoud Daïboun d'apporter sa contribution qui me semblait essentielle. D'autant que le personnage est peu disert. Accompagné de mon fils, j'obtins une rencontre avec Daïboun qui se termina par un vidéo dans laquelle l'ancien officier retracera avec détails toute la guerre d'Algérie, faisant un détour par la Guerre de Six jours sur le front de Suez.

Du moment que dans le scénario, il devait intervenir le dernier jour, j'étais confiant quant à sa participation à la dernière séquence qui devait être tournée sur les hauteurs de Béni Mélek, avec en arrière-plan la mecha familiale. Hélas, un manquement aux bons usages — à l'actif de J.P. Lledo qui, en sa qualité de réalisateur avait seul toute latitude pour organiser son tournage — dissuadera définitivement ce valeureux combattant, et témoin de premier plan. J'avais certes des appréhensions, mais je reste convaincu que si on avait fait les choses dans le respect du personnage, le film aurait eu un autre destin. J'ai comme l'impression que la participation de Daïboun n'était pas souhaitée par J.P. Lledo. C'est pourquoi, je garde avec respect son précieux témoignage, qui fut un grand moment de solennité, de vérité et d'humilité. Il aura dit des choses sur l'amitié entre les hommes et sur son impact sur les faits de guerre et les échecs des uns et des autres, qui donnent plus d'éclairage sur certains événements en rapport avec la guerre. Sa rencontre avec l'officier français au moment où il venait prendre sa place au commandement de Skikda, la veille de l'indépendance, est un moment d'une rare solennité. En acceptant de se passer de ce témoignage, J.P. Lledo avait-il un quelconque pressentiment ? En tout cas Daïboun, le maquisard, en savait sur l'amitié qui transcende les clivages que la pratique coloniale avait exacerbés.

Quand la République s'éloigne du droit

De part l'expérience de notre famille et des relations de bon voisinage que nous entretenions avec la plupart des colons de Béni Mélek, il était évident que notre destin commun avait réussi à sceller des rapports dont seuls les humains sont capables. Après tout, n'est-il pas courant qu'entre le bourreau et le prisonnier s'établisse une certaine complicité qui frise au respect mutuel ? C'est cette dérive toute naturelle qui convertit les sentiments de haine et de domination en une amitié sincère. Malheureusement elle

n'aboutit en rien les brimades et les privations, ni les manquements et les tortures que les uns peuvent faire endurer aux autres. Dans les terribles instants vécus par ma famille à Béni Mélek, suite au massacre de pas moins de 23 civils désarmés et à la destruction de notre patrimoine, la dislocation de notre famille, la rapine de notre cheptel, le dynamitage de nos maisons et les destructions de nos récoltes, il y eut cet instant de sublime clairvoyance chez la famille Balestrieri, dont le fils Roger, à peine la trentaine, osera défier l'ordre colonial pour venir panser nos blessures. Car c'est bien lui — au lendemain des massacres, alors que nous venions de passer la nuit à la belle étoile au milieu de nos maisons fumantes, avec les sanglots soutenus de nos mères et de nos sœurs — qui était venu avec deux de ses ouvriers, ramener de l'eau et du pain. L'enfant de 5 ans que j'étais n'oubliera jamais cette image du colon qui vient porter un peu d'humanité. Cette reconnaissance, nous sommes plus de 80 à l'assumer depuis 52 ans. Hébergés à la ferme des Balestrieri, jusqu'à la fin de la guerre, nous lui serons toujours redevables d'avoir aidé à diminuer notre insoutenable peine. Dormant pour la première fois sur la paille, en plein mois d'août, comme du vulgaire bétail, ne s'oublie pas. Car s'ils ont un seul défaut, les orphelins de cette guerre c'est de n'avoir aucune aptitude à l'amnésie. Ils n'oublient ni les actes criminels de la troupe à Aussaress, ni le pain et l'eau des Balestrieri. Vouloir, comme tente de le faire J.P. Lledo, mettre sur un pied-d'égalité ces deux attitudes me semble totalement déplacé, voire cynique. C'est pourtant ce qu'il aura tenté de faire dans son film. Durant le tournage mais également lors du montage. Chercher à compenser l'acte abject et injustifié de l'armée coloniale — qui s'est traduit entre autres par la disparition jusqu'à nos jours et peut-être pour l'éternité, des corps de nos parents — par l'humanisme sans limites de Roger et de Germaine, son épouse, serait emprunter un raccourci qui ne blanchira pas l'armée française de ses crimes, ni n'obérera aucunement le geste valeureux et courageux de Roger et de sa famille. Bien sûr, ensuite il y eut la guerre. Avec ses morts et ses blessures ses assassinats et ses tortures ; mais pour ma famille, la présence de Roger, les soins de Germaine, les habits de Mme Le Louarn, apportaient un peu de tendresse à une tribu éplorée. Puis il y eut le cessez-le-feu et les bombes de l'OAS, qui préparaient l'exode massif des pieds-noirs. Et leur accueil plus que condamnable de la France métropolitaine. Mais ceci est une autre histoire.

La trahison des beaux-frères

Car à l'origine, le film avait pour trame cette histoire de voisins qui avaient les meilleures relations du monde... colonial !

Des voisins sans histoires et sans problèmes. D'un côté les riches colons, de l'autre les méchants Arabes. L'idée fort séduisante de départ ne pouvait que faire l'impression sur les drames humains qui se sont tissés durant plus de 130 ans de colonisation. C'est pourquoi, dès le début, les enjeux entre le réalisateur et son partenaire étaient de garder la tête froide et de faire preuve de lucidité. Sans mutiler l'histoire, sans se renier et sans se laisser tenter par un héroïsme factice. Rester stoïque, ne pas se laisser aller à la facilité ni verser dans l'autoglorification. C'est pourquoi, le choix de mon oncle Lyazid n'est ni fortuit, ni hasardeux, encore moins intéressé. En quelques mots, il s'agissait essentiellement de comprendre comment un grand résistant que j'ai eu la grande chance de croiser au maquis, alors qu'il était de passage chez son père Belkacem, avait été entraîné dans un traquenard. Durant la guerre, je l'avais rencontré à deux reprises.

La première fois c'était chez son père Belkacem, pour qui je gardais les vaches et la seconde fois, lors de son enterrement. Il pleuvait à torrent en ce mois de décembre et nous l'avions entermé tout prêt du marabout, en présence de Roger Balestrieri et des soldats du REP qui l'avaient abattu deux jours auparavant. Il avait été accroché par des éléments parachutistes non loin de la carrière de St Antoine (El Hadaïek). Son unique guide — qui est également un membre de sa belle famille — l'accompagnait comme à son accoutumée, sera miraculeusement épargné. Toute la famille parlait de trahison. Cette idée ne me quittera jamais, même pas après avoir confondu, grâce à J.P. Lledo, celui qui l'avait entraîné dans le traquenard. Le documentaire aura beaucoup aidé à faire la lumière sur cette ténébreuse affaire comme la révolution en connaît par la suite. Ceux qui verront le film se rendront compte combien il était difficile de rassembler les témoignages probants.

L'autre volet que j'escomptais aborder était relatif au massacre gratuit, délibéré et programmé de ma famille. Je pense sincèrement que les interviews qui ont été réalisées lors du montage illustrent de façon très convaincante que :

- la colonne qui s'est ébranlée le 20 août à partir de Béni Mélek, afin de prendre la ville par les hauteurs, était bien la plus importante. Un témoin oculaire, de surcroît combattant convaincu, fera une description minutieuse des préparatifs ; il soulignera la présence à proximité de Sidi Ahmed, notre vénéré marabout, de nombreux responsables de la wilaya II (Nord constantinoise) que commandait à l'époque le valeureux Ziroud Youcef.

Ce qui démontre de manière convaincante que c'est à partir de là que devrait être donné le signal de l'attaque. Impliquant de manière implicite notre famille dans l'accueil des combattants et la participation de plusieurs hommes valides à l'insurrection. ●●●

galets, l'histoire reste à dire...

•••

- Le groupe que commandait Lyazid Mouats avait bel et bien emprunté le chemin des Crêtes pour prendre la ville en revers en longeant la muraille jusqu'au quartier du Montplaisant, qui domine la porte de Constantine. Le témoignage personnel de Daibou confirmera de manière inattaquable ces faits,

- C'est sur ordre de Lyazid que la famille Messina (dont les enfants en bas âge) sera épargnée par Lyazid en personne ; qui justifiera cette mansuétude par le fait que c'était seulement une famille de métayers. L'histoire retiendra que c'est ce Messina qui donnera le signal de Lyazid et qui dénoncera la participation de toute notre famille à l'insurrection. La suite, ce sera, trois jours plus tard, l'encerclement de notre mechta et le déferlement des soldats conduits par Aussarès en personne.

Jusque-là, j'avais réussi à reconstituer les faits inhérents au massacre de ma famille et à la trahison qui aura coûté la vie à Lyazid. Ensuite, j'étais parvenu à réhabiliter Roger et sa famille, grâce à des témoignages saisis-sants de vérité. A ce stade du tournage, je pouvais objectivement rentrer à Mostaganem avec la satisfaction du devoir de mémoire accompli. Pourtant, sans aucune hésitation, j'accompagnais J.P. Lledo à El Alia où nous allions rencontrer un moudjahid qui acceptait de parler de sa participation à l'insurrection du 20 août, qui allait provoquer morts et désolation chez la population européenne.

Révision du procès d'El Alia

A El Alia, je voulais savoir ce qui s'était passé ici, car à l'époque, je n'en avais aucune idée. Mon vis-à-vis apportera un témoignage d'une importance et aux implications insoupçonnées. Ce massacre sur le versant ouest du Fil Fila, à plus de 20 km de Béni Mélek pouvait-il justifier la réaction de l'armée d'occupation, 3 jours plus tard et qui visera particulièrement la famille Mouats de Béni Mélek ? La question n'a pourtant rien de saugrenu dans ma bouche. Malheureusement, le documentaire fera l'impasse sur cette réalité que toute la presse d'alors n'hésitait pas à rapporter ; se faisant largement l'écho des appels à la vengeance de la part des plus hautes autorités coloniales.

Ce qui entraînera la répression sans discernement et de manière disproportionnée qui déferlera sur toute la région. En tous cas, le récit fait par ce combattant, m'aura éclairé sur plusieurs aspects de mon questionnement initial. Ce témoin, qui sera intervenu en toute responsabilité et en connaissance de cause, donnera un éclairage suffisamment éloquant sur la volonté des dirigeants de la révolution de terroriser la population d'origine européenne. Fallait-il donner la parole à ce moudjahid ?

J'avoue que la question ne m'a, à aucun moment effleuré l'esprit. A partir du moment où il s'agit d'un témoin, il était de mon devoir de lui laisser la liberté de ses propos. Quitte à subir par la suite la vindicte de mes concitoyens, surtout lorsque le réalisateur prendra la liberté de faire l'impasse sur une partie du débat qu'il a pourtant filmée. Il faudra expliquer pourquoi le montage reprend uniquement les massacres de femmes et d'enfants ? Pourtant, ce moudjahid parlera longtemps de la manière dont les insurgés rejoindront tranquillement la montagne, échappant ainsi au ratis-sage de l'armée. La répression qu'Aussarès raconte avec délectation dans son livre, aura concerné 72 innocents, dont des ouvriers originaires de Aïn Oulméne (Sétif), venus travailler à la mine. Le général sanguinaire reconnaîtra avoir fait tuer sommairement ces prisonniers, sans aucune forme de procès. Il serait étonnant que J.P. Lledo n'ait pas été informé de ces dépassements au moment du tournage.

L'avocate Gisèle Halimi qui avait assuré la défense des 44 prévenus — en compagnie de Léo Matarasso — lors du procès de 58, rappelle comment elle était arrivée à la conclusion que ces prisonniers n'avaient strictement rien à voir dans cette tuerie. Ceci n'empêchera pas le tribunal militaire, dans un premier verdict, de prononcer 15 condamnations à mort. La révision du procès qu'elle ne cesse de réclamer bute encore sur la raison d'Etat. Le témoignage de premier ordre de ce combattant, devrait aider à faire toute la lumière sur cette affaire. Il constitue incontestablement une pièce maîtresse à verser au procès en révision que l'avocate ne cesse de réclamer, en vain. L'occulter, comme vient de le faire J.P. Lledo, ne sert pas l'histoire tourmentée de ce pays.

Focaliser sur les massacres d'innocents européens et fermer l'œil sur la répression par l'armée française des populations civiles autochtones, ne peut aider à rétablir la vérité. C'est pourquoi, j'ai jugé nécessaire d'apporter les explications et les propos que j'ai tenus mais que le montage aura passés sous silence. Ayant vécu ces événements dans ma chair, au même titre que les familles des mineurs d'El Alia — de tous les mineurs, français et algériens —, il me paraît juste de dire certaines vérités que le film n'aurait pas dû taire, car elles sont la véritable histoire.

A la fin du tournage, j'affirme ici que J.P. Lledo avait à sa disposition des témoignages précieux, puisés aux meilleures sources qui sont les acteurs de ces événements pour démontrer de manière irréfutable et pour la première fois :

- quelle que soit l'opinion que l'on peut avoir du rôle de Ziroud Youcef et de ses compagnons, dont mon oncle Lyazid Mouats, il

apparaît clairement que ce responsable aura fait le seul choix qui s'imposait à la révolution pour s'ancrer dans la population et pour interpeller l'opinion internationale sur cette réalité. Dans une contribution au *Soir d'Algérie*, Lakhdar Brahimi, à l'époque en poste à Djakarta comme représentant du FLN, aura souligné avec acuité l'apport de cette insurrection sur le plan international. J.P. Lledo avait-il le droit de donner libre court à ses pulsions, somme toute recevables ? N'a-t-il pas trahi le contrat moral qui le liait aux témoins et qui doit régenter la narration des faits comme le ferait un journaliste ou un historien ? Pourquoi n'avoir retenu que les passages qui le confortent dans sa lecture du drame algérien ? La perception des autres parties en conflit ne serait-elle pas humainement recevable ?

- Qu'il est indéniable que les responsables de l'insurrection auront eu recours au ciment de l'Islam pour galvaniser la population et provoquer son adhésion. Cet aspect apparaît clairement dans les témoignages et lors de mon ultime intervention qui aura été passée sous silence lors du montage, lorsque, suite à une question récurrente de J.P. Lledo, je lui rappelais qu'à la veille du 1^{er} Novembre, il y avait eu la politique de la terre brûlée de Bugeaud et de Lapasset, qu'en mai 1845, Cavaignac et le sinistre Lamoricière avaient ordonné et conduit les enfumades du Dahra, qu'un siècle plus tard, le 8 mai 1945, 45 000 victimes tomberont sous les balles à Guelma, Sétif et Kharrata, que le bidouillage des élections sous l'égide de Naegellen avait sonné la mise à mort de la solution politique, favorisant ainsi le recours aux mitraillettes. Vouloir à tout prix démontrer que l'appel au djihad n'a rien à voir avec l'esprit révolutionnaire et dénier aux responsables de l'insurrection le droit de se réclamer des valeurs ancestrales de l'Islam au détriment de la révolution telle que les manuels la décrivent, c'est-à-dire pure et magnanime à la fois, ne dénote-t-il pas d'un angélisme de salons ?

Une répression aveugle

C'est ce chemin de traverse que le réalisateur aura tenté de me faire emprunter. Une idée fixe dont il ne se départira pas jusqu'au montage final. Durant le tournage, j'avais souligné que pour un peuple qui aura enduré les pires atrocités durant la terrible présence coloniale, il n'y avait d'autres alternatives que celle de la confrontation à armes inégales. Parler du djihad comme le feront les combattants du 20 août 55 — les témoignages de tous les Mouats et des Khazeri (métayers chez Roger Balestrieri) semblait déranger les projets du réalisateur. Vouloir opposer — et JP Lledo ne s'en privera pas — les

armes de l'Otan aux couffins de Hassiba Ben Bouali ou de Djamilia Bouazza, n'est-ce pas faire le lit de la négation ? Or, durant le tournage et les rushes sont là pour en apporter la preuve, ces questions ont été abordées avec sérénité et sens de l'honneur. Pour moi, et je le souligne avec force, il n'est et il n'a jamais été question de mettre sur un pied d'égalité les combattants algériens et l'armée d'occupation. Combien de fois ai-je souligné que le recours au djihad par les responsables du FLN n'était que la conséquence de la fermeture à triple tour du débat politique, de l'insoutenable répression, du déni de justice et de l'absence de démocratie ? Les élections de Naegellen sont à cet égard la preuve que les gros colons s'étaient installés dans un confort dont ils ne voulaient à aucun prix se défaire. Le lendemain des massacres douloureux d'El Alia, il n'y avait qu'une seule attitude qui eût épargné à l'Algérie cette répression aveugle et sans discernement.

A partir du moment où les insurgés étaient considérés comme étant des «hors-la-loi», il appartenait à la république française de les traiter comme tels. De les poursuivre et de les traduire devant les tribunaux. Leur condamnation y compris à la peine capitale —peine que je réprouve y compris pour les assassins de ma famille — aurait sauvé les apparences, et épargné à la nation de la Déclaration universelle des droits de l'homme d'ouvrir une brèche vers la pratique systématique de la torture dont les premières victimes auront été ces populations d'El Alia, de Béni Mélek et de Zef-Zef. Quoi de plus normal que des «hors-la-loi» soient poursuivis et condamnés, d'autant que la République possédait tout un arsenal juridique pour cela. Au lieu d'une traque et d'un procès, elle aura choisi de recourir à la loi du talion qui ne peut en aucune manière l'honorer. Elle fit exactement ce que des insurgés forts ingénieux venaient de lui suggérer. Pour venger les 37 morts d'El Alia — il y eut selon différentes sources 72 victimes européennes durant la journée du 20 août, la France officielle s'en ira massacrer sans discernement les populations, rasant des dizaines de douars entiers. Les bilans les plus sérieux font état de pas moins de 12 000 morts en l'espace de 72 heures. Même Yves Courrière parlera de 1 200 victimes.

La généralisation de l'état d'urgence à tout le pays interviendra le 23 août 1955. Le jour où la soldatesque coloniale allait investir notre douar et y perpétrer ses crimes de guerre.

C'est ainsi que la République se met au service d'une minorité d'ultras. La guerre d'Algérie venait réellement d'éclater, sous les frênes séculaires de Sidi Ahmed. Le bain de sang dont rêvait Ziroud Youcef et ses proches, c'est l'armée française

et les ultras qui l'alimenteront. La peur venait de changer de camp. La détresse aussi. Dans ces moments de folie collective, le petit Arabe du coin n'oubliera pas de sitôt le geste ô combien courageux de Roger et des siens. C'est cette cruelle vérité que JP Lledo avait dans son sac en quittant Skikda. Au lieu de la restituer avec professionnalisme et rigueur, il préféra la tronquer contre un débat stérile entre la révolution prolétarienne et internationaliste et le juste combat d'un peuple qui réclamait plus de liberté, plus d'équité, plus de droit.

Son documentaire aurait pu aider à l'éclatement de la vérité, de toute la vérité. Il aura fait le choix d'un parti-pris malencontreux. L'ayant accompagné dans cette aventure difficile et douloureuse, je sais que les pressions qu'il a endurées lui auront joué un mauvais tour. Contraint de remettre sa copie dans les délais, il n'aura pas pris le soin de revoir avec suffisamment de recul ses rushes qui sont d'une richesse incalculable pour notre mémoire.

Cependant, faut-il pour autant faire obstacle à la diffusion de ce film ? Ma réponse est sans équivoque. Je suis pour sa diffusion et j'appelle à un vrai, serein et grand débat. Au moment où le mot repentance prend des connotations péjoratives, il serait temps de revenir à la réalité coloniale telle qu'elle s'est exprimée, non seulement durant la guerre d'Algérie, mais depuis la prise d'Alger, le 5 juillet 1830. Non pas pour convoquer les morts et les disparus, mais juste pour que rien de pareil ne se reproduise à jamais. Quant à mon compatriote et néanmoins ami J.P. Lledo, il nous doit une revanche sous la forme d'une série de DVD où il donnera seulement la parole à ses témoins. De chaque côté de la mer, les nouvelles générations et les plus anciennes apprendront en conscience que ce qui s'est passé ici, en terre d'Algérie, n'honore ni la France, ni l'humanité. Qui a laissé faire une succession de massacres et de dénis qui auront à leur tour engendré des douleurs incommensurables chez ceux qui les ont subis ?

Alors, sans jeter la pierre à personne, peut-être que les galets nous restitueraient notre propre histoire, dans toute sa laideur et dans toute sa splendeur. Sans rancune ni esprit de revanche. Peut-être qu'après celui du général de Gaulle, le discours de Nicolas Sarkozy à Constantine — dans lequel il fit expressément allusion aux événements du 20 août 55 — parviendra à bâtir une autre relation, faite d'équité, d'égalité, de fraternité et de responsabilité. Faute reconnue est à moitié pardonnée. Un adage bien français que la France officielle s'honorerait de méditer avec gravité et profondeur.

Aziz MOUATS
Professeur à Mostaganem